

## **Les objectifs de l'intervention sociale en période de crise, face aux soucis de subsistance et aux questions du développement durable.**

### **L'intervention sociale pour garantir la survie et le développement durable des enfants et jeunes travailleurs dans les villes africaines.**

Inhérentes à toute vie, les crises entraînent des conséquences dont l'ampleur dépend d'un milieu à l'autre, d'un individu à l'autre. Si elles ne tuent pas toutes leurs victimes, il est cependant vrai que les crises n'épargnent personne. Dans presque tous les pays africains, il en avait été ainsi après les crises sociopolitiques qu'ils avaient connues.

Dans tous les cas, les crises créent une fracture, un fossé entre l'ordre pré existant et celui qui doit lui succéder. Toute la communauté se retrouve dans ce fossé où elle se débat, face aux problèmes suivants : rareté de l'emploi, disparition ou rareté des ressources tant pour le logement, le transport, que pour la survie et même la satisfaction des besoins éducatifs.

Comme dit ci-haut, pendant la crise, deux exigences se présentent dans la société : soutenir la vie dans ce fossé où nous plongeons les crises, « c'est survivre », et se doter ensuite de nouveaux outils et de nouvelles compétences susceptibles de garantir la vie dans la société post – crise, face aux contraintes et défis socio-économiques nouveaux : c'est « le développement ».

En effet, survivre dans le fossé creusé par la crise est le premier objectif que poursuivent désemparées les populations ; mais son atteinte est rendu difficile par la nouveauté et l'ampleur des problèmes et des défis liés à la nouvelle situation, et qui rendent inefficaces les réponses préexistantes. Presque la totalité de la population se retrouve dans la lutte pour la survie où, sans qualification professionnelle, tout le monde devient commerçant. Chaque parcelle a sa petite boutique, et tout se vend. Face à l'essoufflement des parents qui ne s'en sortent pas, les enfants prennent la main : c'est le phénomène « enfants et jeunes travailleurs ».

Ceux-ci travaillent pour contribuer à l'augmentation des ressources dont les familles ont besoin pour leur survie.

Le passage de la rive gauche à la rive droite du fossé creusé par la crise n'est pas facile pour tous. Ainsi voit-on la stagnation de beaucoup d'enfants et jeunes travailleurs dans la précarité, et le statut quo dans lequel beaucoup se trouvent malgré plusieurs années passées dans l'exercice des activités génératrices de revenus. Devenus adultes, nombreux sont ceux qui ne savent pas s'intégrer dans la vie socioprofessionnelle dont ils restent exclus.

Il se pose le problème de l'efficacité de l'intervention dont ils sont bénéficiaires. Il faut pour nous répondre à la question préoccupation suivante : quelle intervention sociale auprès des enfants et jeunes travailleurs, pour ne pas les laisser s'éterniser dans la survie, puis dans l'exclusion sociale ?

Il faut une intervention sociale qui s'adresse aussi bien aux enfants et jeunes travailleurs, à leurs parents qu'aux pouvoirs publics qui doivent actualiser leurs politiques en vue de soutenir un nouvel ordre social qui garantirait l'accès aux services de base, à l'emploi et aux ressources pour la majorité de la population. Elle aura deux objectifs principaux : soutenir les efforts de survie et faciliter la transformation de ces initiatives de survie en initiatives de développement.

Et cette intervention doit répondre aux exigences suivantes :

- Partir des initiatives des victimes de la crise : respecter le principe d'encrage
- Identifier et combattre les obstacles pour améliorer les conditions de survie : participation et empowerment ;
- Faciliter la définition et la réalisation des objectifs liés aux nouvelles conditions d'existence : accompagnement. Faire passer de la survie au développement
- Accompagner les victimes de la crise dans la préparation et la conduite d'un plaidoyer en faveur des politiques novatrices
- Tenir compte des prévisions précises concernant les mutations des villes, les crises éventuelles à venir

### **Méthodologie**

Nous avons exploité les résultats des travaux de terrain, des recherche-actions participatives avec les enfants et jeunes travailleurs dans le cadre du Mouvement Africain des Enfants et jeunes travailleurs.

## **Subsistance et le développement durable des enfants et jeunes travailleurs dans les villes africaines.**

Qui sont les enfants et jeunes travailleurs ?

Pourquoi travaillent – ils ? Comment les aider à assurer leur subsistance ? Que faire pour les amener au développement, et au développement durable ?

### **0. Introduction**

La vie est un processus perpétuel à travers lequel les hommes et les nations luttent pour s'adapter à leur environnement qu'ils tentent de modifier pour que celui-ci fournisse des ressources et offre les conditions dont ils ont besoin pour leur survie et leur développement. C'est donc une recherche permanente de l'équilibre et aussi une lutte pour le maintien de l'équilibre acquis.

Les facteurs qui composent l'environnement étant aussi en perpétuelle évolution, il n'est pas étonnant que toute la vie soit marquée par des crises. Une crise peut se définir en termes de « phase grave dans l'évolution des choses, des événements, des idées ; perturbation, rupture, déséquilibre »<sup>1</sup> ou comme « un processus de changement à l'issue incertaine, aboutissant à une restructuration. Les crises sont personnelles, relationnelles, de groupe ou sociales ». <sup>2</sup> Notons que la fréquence et l'ampleur d'une crise dépendent d'un pays à l'autre, d'une famille à l'autre, et d'un individu à l'autre.

Les crises ont souvent comme conséquences les changements socioéconomiques et la rupture de l'équilibre existant dans la vie des populations. Elles entraînent généralement les difficultés d'accès aux ressources pour la satisfaction des besoins tant vitaux que sociaux. Les problèmes sociaux apparaissent, défiant les gouvernements, les familles et leurs membres respectifs.

---

<sup>1</sup> Le Grand Robert de la langue Française

<sup>2</sup> Fèvre L, Le travail social, guide méthodologique, Lyon, 2001, p 171

Les constats suivants rendent nécessaire un accompagnement :

- « les problèmes d'emploi, de logement, de rupture familiale, de mobilité, de santé, d'intégration culturelle, etc., se cumulent et se renforcent les uns les autres. Ils entraînent les personnes dans la spirale négative de l'exclusion et les y enferment ;
- l'isolement, le repli sur soi, la perte de repères sociaux, les phénomènes progressifs de disqualification sociale, éloignent progressivement les exclus des possibilités concrètes d'insertion »<sup>3</sup>

Si les pays traduisent leur lutte à travers les changements des politiques gouvernementales, au niveau des familles, la lutte contre la crise s'exprime à travers la créativité populaire qui est perceptible à travers différents mécanismes de lutte pour la survie dont font partie les activités génératrices de revenus.

Dans les pays africains comme le nôtre, on dirait que l'amplification de la crise va de pair avec le recours exagéré au petit commerce dont les étales rétrécissent considérablement les chaussées et les avenues. Chaque famille étale sa marchandise pour renforcer ses chances de survie.

Cette lutte pour la survie va jusqu'à mobiliser les enfants et les jeunes, créant ainsi le phénomène « enfants et jeunes travailleurs » dont nous exposons l'expérience ci-dessous.

## **1. Qui sont les enfants et jeunes travailleurs**

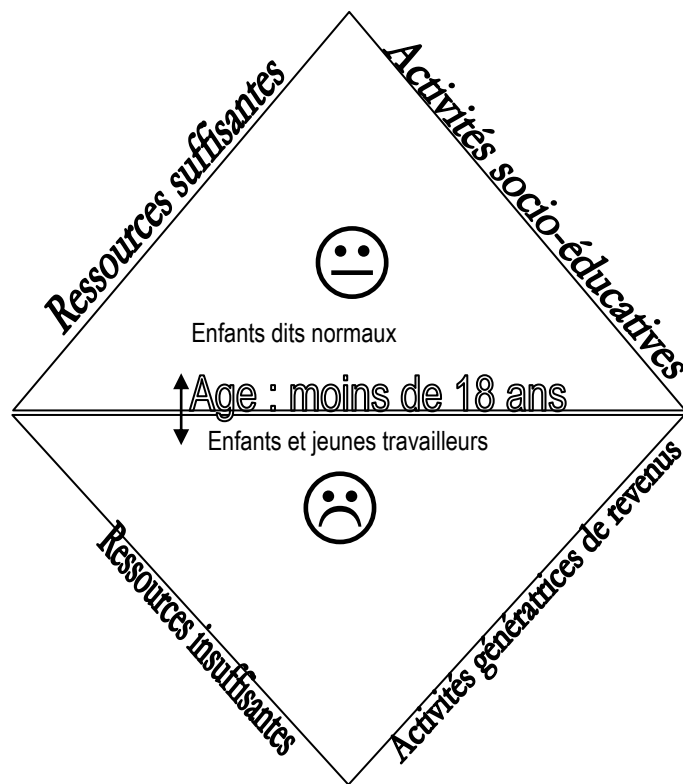
Nous tentons ci-dessous de définir les enfants travailleurs en nous référant à trois facteurs : âge, l'accès aux ressources pour la satisfaction des besoins de base, et le recours aux activités génératrices de revenus. Ainsi, par rapport à l'âge, les enfants et jeunes travailleurs sont les garçons et les filles âgés de moins de 18 ans ;

Sur le plan de la satisfaction de leurs besoins de base, ils souffrent de l'insuffisance ou de l'absence des ressources nécessaires à leur survie.

Enfin, il s'agit d'enfants et de jeunes qui ont pris conscience de cette situation et se sont engagés à participer à la lutte contre l'insuffisance ou l'absence des ressources par l'exercice précoce d'activités génératrices de revenus. La combinaison de ces trois facteurs confère le statut de travailleur aux enfants et jeunes que nous sommes appelés à accompagner.

---

<sup>3</sup> Idem, p 171



Ainsi nous considérons comme enfants travailleurs les filles et les garçons âgés de moins de 18 ans et qui, pour la satisfaction de leurs besoins de base, sont contraints de s'adonner aux activités génératrices de revenus, à côté ou en remplacement des activités socio-éducatives.

***Il n'y a pas d'enfants travailleurs sans nécessité d'un travail précoce pour la survie, et sans activité génératrice de revenu.***

Nous appelons ici « travail » toute dépense d'énergie avec comme résultat la production des biens ou des services, et cela, sans tenir compte de la quantité ni de la qualité de la production. En effet, la vente de légumes par une fille pourra – t – elle s'appeler travail seulement quand celle-ci l'exercera dans une alimentation ou dans une épicerie ? La pratique d'une bonne d'enfants sera – t – elle travail aussi seulement quand elle va s'exercer dans une crèche ?

## **2. Quelles activités exercent-ils ?**

Quand on parle du travail des enfants sur le plan international, on pense souvent à la fabrication des ballons de football dans des usines, ou bien au travail dans des entreprises en général. Il n'en est pas du tout ainsi dans notre pays où ce travail dans les entreprises est une chance rare pour les adultes. Comment un enfant travaillerait-il là où il n'y a pas de travail

pour les adultes ? La chance de trouver les enfants travailleurs dans des entreprises serait peut-être de 2/10 en RDC, et en Afrique en général. L'utilisation des filles comme journalières dans les entreprises de fabrication des mèches à Limete (une des communes urbaines de Kinshasa) est bien récente. Il en est de même aussi pour les enfants associés aux forces et groupes armés, phénomène qui, après 1960, est réapparu avec la guerre de 1996 sur le territoire congolais.

En effet le secteur formel n'emploie presque pas d'enfants. Tous les enfants travailleurs de notre ville se retrouvent presque exclusivement dans le secteur informel ou d'économie populaire. Ils exercent presque à 90% des activités non apprises à l'école ou dans un centre de formation professionnelle, mais bien sur le tas.

A cause de la diversité d'activités génératrices de revenus par lesquelles vivent ces enfants, il est plus facile de dire ce que les enfants ne font pas que de répertorier les activités qu'ils exercent.

En 2001, un jeune travailleur avait accepté d'inventorier les enfants travailleurs qui pratiquaient leurs métiers sur l'avenue By – Pass, dans la commune de Lemba. Muni d'un stylo et d'un bout de papier, il s'asseyait devant le bureau de la structure d'appui, Groupe de Recherche et d'Appui Méthodologique aux Initiatives de Développement, GRAMID en sigle, et notait par jour et par sexe, les activités exercés par les enfants qui passaient sur la route Bay-Pass.

Les données ci – dessous ne présentent pas toute la situation relative au travail des enfants, car le jeune travailleur commençait la collecte de ces données, tantôt à 8 heures 30, tantôt à 9 heures, pendant que d'autres enfants travailleurs étaient déjà passés. Il terminait sa tâche à 15 heures et ne pouvait pas enregistrer les enfants travailleurs qui rentraient de leur travail, ni les vendeurs de pétrole, les barmen ou les prostitués qui exercent leur métier à partir de 19 heures.

Toutefois, elles nous renseignent quelque peu sur le travail des enfants ainsi que sur son ampleur dans la commune de Lemba. Ces activités se présentaient de la manière suivante :

**Tableau 1. Activités exercées par les filles**

	<i>Fréquence des Filles par date</i>
--	--------------------------------------

Date ⇒	28/2	1 <sup>er</sup> /3	8/3	12/3	13/3	15/3	16/3	19/3	21/3	22/3	23/3	24/3	
Activités													Total
1. vente de légumes	33	32	60	32	45	33	41	67	61	44	73	36	557
2. vente d'arachide	23	61	31	33	22	33	54		26				283
3. vente de fruits	18	18	12	7	10	16	11	24	48	34	24	22	244
4. vente de pain	7	8	5		1	2			3	2	3		31
5. vente de balais	2	1	1										4
6. vente d'eau	2												2
7. vente de manioc,	1									3			4
6. vente de chikwangue	1	1											2
7. cirEURS													
8. vente de gâteaux,		2	1		2	2							7
9. vente de noix de coco													
10. vente chemises usagées													
11. manucures													
12. vente de galettes			1										1
13. vente de crème													
14. vente de couteaux,													
15. vente de brosses													
16. vente d'argile cuite,			1						1				2
17. vente d'effets													
18. vente de gobelets,													

19. vente de jambon													
20. vente de miroirs,													
21. vente d'oeufs,													
22. vente de pantalons,													
23. vente de sachets													
24. vente jus de tangawisi (gingembre)		1					1						2
25. vente de boudins			1										1
26. vendeur de braseros													
27. vente de canne à sucre			1			1							2
28. vendeur de jambon													
29. vente de Sa moussa			1		1	1	1						4
30. vente d'antennes						1		1	1				3
31. vente de yaourt							1						1

Soit une moyenne de 101 filles par jour, avec la vente de légumes comme activité dominante.

**Tableau 2. Activités exercées par les garçons**

Date ⇒	Fréquence des garçons par jour												Total
	28/2	1 <sup>er</sup> /3	8/3	12/3	13/3	15/3	16/3	19/3	21/3	22/3	23/3	24/3	
<b>Activités</b>													
1. vente de légumes	0	3		2	1	5	4	7	4	1	0	0	27

2. vente d'arachide	21	23	7	11	11	5	12		22	16	20	0	148
3. vente de fruits		1								1			2
4. vente de pain		3	5	2	4								14
5. vente de balais													0
6. vente d'eau	2	2		4	1		1	1	1	2	1		15
7. vente de manioc,										1			1
6. vente de chikwangue													0
7. cireurs	31	19	49	17	30	50	52	63	51	61	66	77	566
8. vente de gâteaux,	14	15	13	15	5	4	8	4	1	8	13	2	102
9. vente de noix de coco	5		2										7
10. vente chemises usagées	3	1											4
11. manucures	2	2	4			1	4	1		1	2		17
12. vente de galettes	2	2	2		1	1	1			1			10
13. vente de crème	2	3	3	3		2	1	1		2			17
14. vente de couteaux,	2												2
15. vente de brosses	3	1		4			1						9
16. vente d'argile cuite,	1												1
17. vente d'effets	1												1
18. vente de gobelets,	1												1
19. vente de jambon	1												1
20. vente de miroirs,	1												1
21. vente d'oeufs,	1		1				1						3
22. vente de pantalons,	1		1	1									3
23. vente de sachets	1	2	1	3			2						9
24. vente jus de tangawisi (gingembre										1	1		1
25. vente de boudins	9	6		3		1	1	4	2	4	3	1	64
26. vendeur de braseros		1					1			1			3
27. vente de canne à sucre		1											1
28. vendeur de jambon				1									1
29. vente de Sa moussa			1		1	1	1						4



30. vente d'antennes						1		1	1				3
31. vente de yaourt							1						1

Soit une moyenne de 86, garçons par jour, avec le cirage comme activité phare, suivie de la vente d'arachide ainsi que de la vente des gâteaux.

Pour une seule entrée de l'une des vingt-quatre communes de la ville, on avait donc enregistré en moyenne 187 enfants et jeunes travailleurs par jour, sans compter ceux qui travaillent dans les familles, les marchés et d'autres milieux qui utilisent les enfants et les jeunes en dehors de ces moments d'enregistrement.

### 3. Pourquoi les enfants travaillent – ils ?

Comme nous l'avons signalé dans notre introduction, les crises entraînent généralement les difficultés d'accès aux ressources pour la satisfaction des besoins tant vitaux que sociaux, menaçant ainsi la survie et le développement des familles en général, et des enfants en particulier.

Avoir assez à manger, un habillement adéquat, un logement, et la capacité de consulter un médecin lorsqu'on est malade, sont là des besoins primordiaux d'existence à satisfaire. C'est la première série d'expériences que les gens identifient et dont ils discutent lorsqu'ils parlent de la pauvreté. Ces préoccupations sont illustrées par quelques citations des provinces de l'Equateur (Bokude), de Kinshasa (Mont-Ngafula) et de Bandundu.

*« A Bokude où je vis, nous mangeons une fois par jour, un repas composé essentiellement de feuilles de manioc et la chikwangue ou de la farine de maïs. Je dépense par jour 200 FC et nous sommes à 12 ».*

*« Nous portons du Tombola-buaka (de la friperie) » indique-t-on au quartier Musangu dans la Commune de Mont-Ngafula à Kinshasa.*

*Une communauté au Bandundu rapporte : « Nous parcourons 6 km pour puiser l'eau et celle-ci n'est pas potable parce qu'elle n'est pas protégée ».*

Les résultats du sondage d'opinion sur la perception de la pauvreté par la population congolaise (SOPPPOC) indiquent que 79% de la population ne sont pas satisfaits de leur consommation alimentaire ; 81% ne sont pas satisfaits de leur logement ; 82% de la population ont déclaré ne pas être en mesure de se prendre en charge en matière de soin de santé ; 84% des personnes sondées se disent en difficulté de s'habiller décentement.

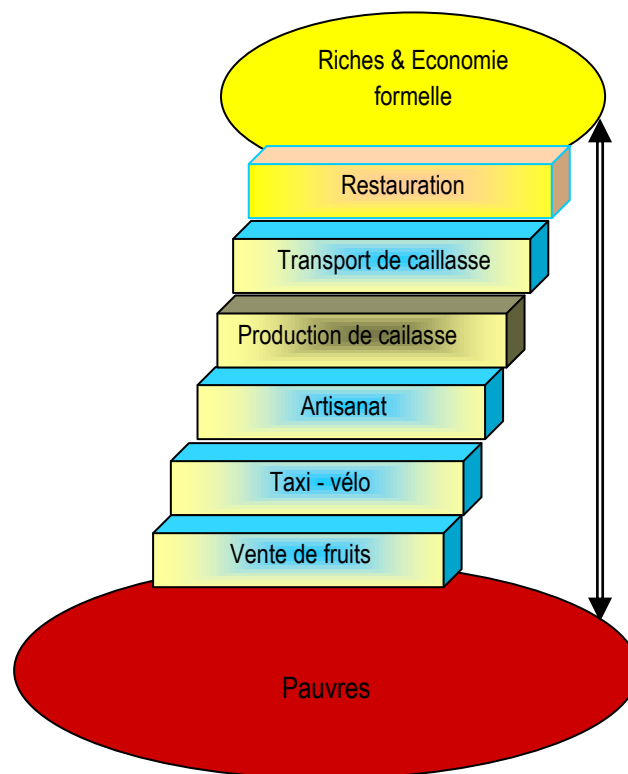
Pendant que certains des enfants ne peuvent plus manger à leur faim, il y en a qui mangent avec intervalle de jour, ce qu'on appelle « délestage alimentaire » et deviennent rapidement des cibles privilégiées du kwashorkor. Avec une résistance aux maladies exagérément diminuée, on assiste à des taux hautement élevés de mortalité chez les enfants.

D'autres enfants voient leurs besoins vestimentaires, sanitaires et éducatifs insuffisamment satisfaits, sans oublier ceux qui souffrent de l'exclusion scolaire, et qui deviennent tout

simplement analphabètes. Il devient difficile d'espérer de ces enfants et jeunes un développement harmonieux qui pourrait faire d'eux des adultes viables sur lesquels une nation peut fonder l'espoir pour son avenir.

Dans toute situation de crise, il se creuse généralement un fossé entre les riches et les pauvres. Les premiers concentrent entre leurs mains presque toutes les ressources pour la survie et le développement, tandis que les pauvres en sont dépourvus.

La charité s'impose souvent comme pratique en faveur des pauvres. Certaines structures et parfois l'Etat organisent mettent le logement, la nourriture ou les habits à la disposition des personnes en situation difficile. Ces pratiques de prise en charge ne visent que la subsistance et ne se préoccupent pas du développement, ni du renforcement des compétences, ni de la transformation des conditions de vie.



Dans l'absence de cette charité ou de l'assistance organisée, les victimes de la crise ont un choix à faire entre la lutte pour la survie et la disparition, c'est-à-dire la mort. La survie exige que l'on approche ceux qui détiennent la richesse, en vue de ramener quelques ressources pour entretenir la vie.

Cela suppose qu'on doit avoir quelque chose à proposer aux riches, en échange de quelques richesses qu'ils voudront bien céder. Il faut donc produire des biens et ou des services dont ils peuvent ne pas être des consommateurs, mais qui seront destinés aux riches. Les œuvres d'art, le cirage, les jouets etc sont des biens et des services que les riches peuvent acheter et rétablir ainsi une certaine forme de solidarité avec les pauvres, ou une coopération riche-pauvre. Ici il y a déjà la participation des pauvres à la résolution de leurs problèmes.

Les activités génératrices de revenus auxquelles s'adonnent les enfants et les jeunes travailleurs constituent ainsi une échelle qui permet aux pauvres de monter vers les riches, d'établir avec eux une relation salubre, qui garantit la survie et d'accéder ainsi aux richesses détenues par ces citoyens fortunés.



Filles vendeuses de fruits à Kisangani



Exploitation des taxi vélo à Kisangani

C'est pourquoi, de la vente des fruits à l'exploitation des taxi-vélo, de l'extraction au transport de la caillasse jusqu'aux points de vente, on trouve les enfants seuls, ou en compagnie de leurs parents.



Exploitation des taxi vélo à Kisangani



Taxi – vélo à Mbandaka (RDC)

Beaucoup de ces enfants travaillent pour contribuer à la survie de leurs familles et pour prendre en charge les frais de leur scolarité. Les charges qu'ils prennent sur leurs portebagages dépassent de loin le poids requis pour leur âge.

D'autres enfants luttent pour survivre à travers l'extraction des pierres pour la production de la caillasse. Il est certain que ce travail fournit des ressources, cependant, les conditions dans lesquelles ces enfants travaillent menacent sérieusement leur santé et ne permettent pas à ceux – ci de réussir leur éducation scolaire, ni leur formation professionnelle.



Enfant extrayant des pierres à Lubumbashi.

Et comme on peut le voir sur les photos ci – dessous, les carrières se trouvent éloignées des points de vente. Il se pose donc un problème d'acheminement de ce produit vers le marché où l'attendent les clients.

Les vélos sont mis à contribution pour ceux qui en ont, tandis que les filles recourent à leurs têtes.



Enfant extrayant des pierres à Lubumbashi.



Transport de caillasse pour la vente



Transport de caillasse pour la vente



Transport de caillasse pour la vente



Ramassage de caillasse sur les routes de Kinshasa

#### **4. Comment les aider à passer de la subsistance au développement, et au développement durable ?**

Est-il possible de passer de la subsistance au développement durable ? Le schéma ci-dessous traduit la réalité de la réaction des enfants et jeunes travailleurs face aux conséquences de la crise. L'insuffisance des ressources en famille pour la satisfaction des besoins alimentaires, sanitaires, vestimentaires, éducatifs etc, contraint les enfants et les jeunes à exercer les activités génératrices de revenu. Certaines de ces activités font partie des pires formes de travail des enfants. Le travail des enfants poursuit donc les objectifs sociaux, en occurrence la satisfaction des besoins pour lesquels la famille ne dispose pas de ressources suffisantes.

Par contre, l'exercice de ses activités poursuit aussi des objectifs qui garantissent l'atteinte des objectifs sociaux. Il s'agit ici de ce que nous appelons « objectifs économiques » qui se résument en ceci : produire et vendre plus, en vue de trouver les ressources suffisantes, nécessaires à satisfaire les besoins sociaux. De ce fait, les objectifs économiques sont au service des objectifs sociaux.

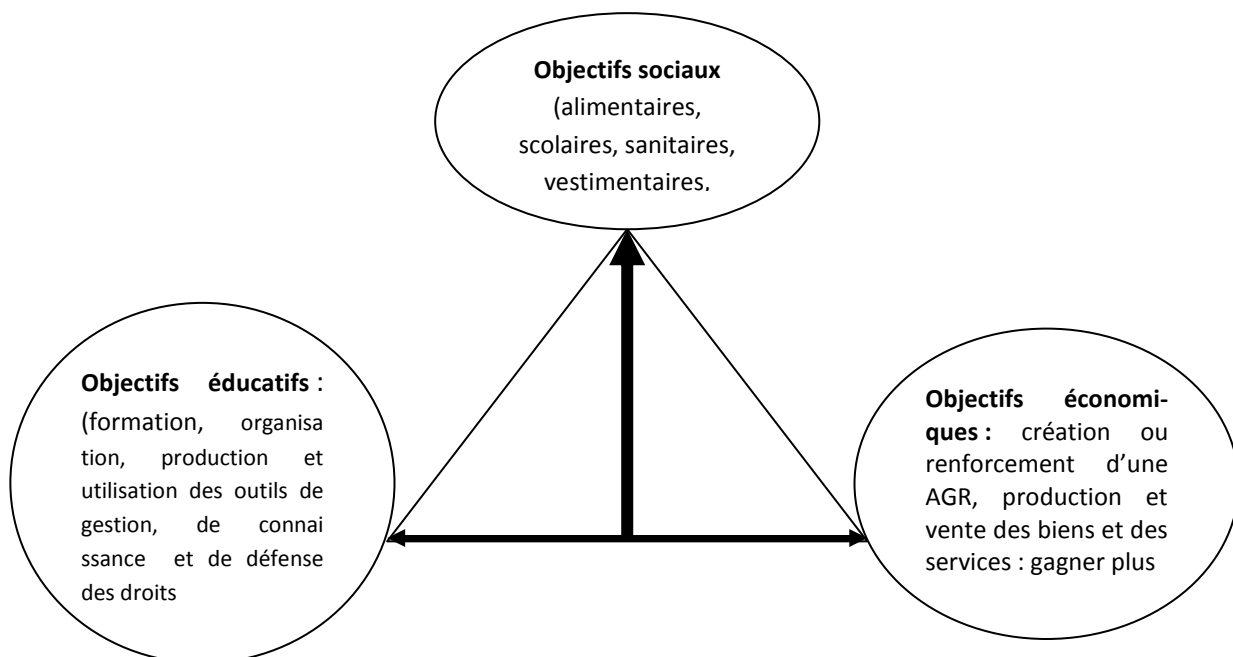
Malheureusement, pour beaucoup d'enfants travailleurs, ces objectifs économiques sont souvent insuffisamment atteints. Cela ne permet qu'une satisfaction partielle des besoins pour lesquels ils avaient décidé de travailler et par conséquent, condamne ces victimes de la crise à se limiter leurs efforts à la lutte pour la survie, rendant ainsi vain tout espoir de développement. Beaucoup arrivent ainsi à l'âge adulte sans aucune qualification



professionnelle, et parfois accroissent leurs charges, en devenant précocement pères ou mères, au contact avec leurs clients.

Pour passer de la survie au développement, il s'avère indispensable de prévoir un troisième groupe d'objectifs. Il s'agit des objectifs éducatifs ou de formation. C'est le bien fondé de l'accompagnement des enfants et jeunes travailleurs. Il est ici question d'aider les enfants et jeunes travailleurs à renforcer et acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir à produire et vendre suffisamment des biens et des services, tout en devenant aussi capables de gérer les ressources produites, c'est-à-dire les affecter judicieusement aux besoins prioritaires définis avant l'exercice de ces petits métiers.

Cela suppose aussi que l'accompagnement des enfants et jeunes travailleurs devrait commencer par l'identification des besoins dont la satisfaction pose problème dans la vie de chaque enfant travailleur, et qui exigent le recours au travail précoce. Le travail des enfants sera évalué sur base des progrès réalisés en rapport avec l'amélioration de l'état de satisfaction de leurs besoins.

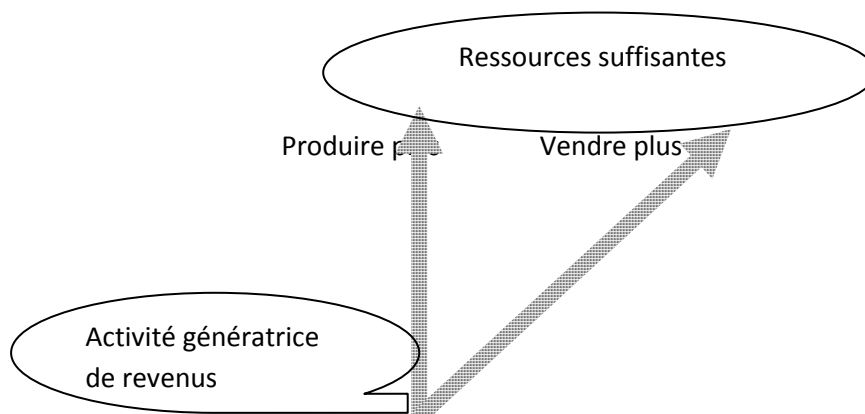


Dans le travail social avec les enfants travailleurs, les trois groupes d'objectifs tiennent ensemble. Il n'y aura pas d'objectifs économiques sans objectifs éducatifs qui en facilitent la réalisation, et inversement. En principe, aucune activité socio-éducative ne devrait jamais être envisagée si elle ne justifie sa nécessité par sa capacité de promouvoir l'activité génératrice de revenus de l'enfant, d'améliorer les conditions de travail ou la production, en vue d'une meilleure prise en charge des besoins sociaux des EJT. Dans le cas contraire, on sombre dans la diversion, au risque de dévier des objectifs de ces enfants.

Il n'y aura pas non plus d'objectifs économiques sans référence aux objectifs sociaux à satisfaire. On ne produira pas pour produire, ni pour amasser de l'argent et le thésauriser. Mais toute production doit être au service de la satisfaction des besoins sociaux de l'enfant travailleur ainsi qu'à la jouissance d'un nombre accru de ses droits, en vue de connaître l'amélioration de ses conditions de vie.

En effet, les enfants travaillent parce les ressources que la famille offre pour la satisfaction de leurs besoins sociaux sont insuffisantes, et qu'ils se sentent obligés de les compléter en travaillant. Ainsi, ils espèrent y arriver grâce au fruit de la vente des biens ou des services qu'ils auront produits. Produire plus et vendre plus constituent les objectifs économiques. Ils sont le passage obligé pour la satisfaction de ces besoins sociaux.

Ces objectifs économiques seront jugés suffisants dans la mesure où ils permettront aux enfants travailleurs de satisfaire leurs besoins sociaux comme ils l'avaient souhaité au moment où ils initiaient ou commençaient l'activité.



#### Activités à mener dans le cadre d'appui aux enfants et jeunes travailleurs

Généralement, les métiers des enfants sont des initiatives de développement. Le premier aspect sur lequel les travailleurs sociaux doivent intervenir concerne l'amélioration de ces métiers sur le plan de la connaissance de ces métiers, de leur équipement, de leur organisation ainsi que de l'approvisionnement en consommables. Cet appui est adapté s'il est basé sur une recherche – action participative qui débouche sur un projet socio-économique. Sa réussite peut transformer ces petits métiers de survie en professions pour une réelle intégration professionnelle.

En rapport avec les métiers existants, l'autre volet d'intervention est la protection de ces enfants contre les maladies et les accidents qui sont liés à l'exercice de ces métiers. C'est l'éducation sanitaire et l'organisation de l'accès aux soins de santé primaires.

La Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que d'autres textes relatifs au travail de l'enfant stipulent que l'enfant doit être protégé contre les travaux dangereux. Mais nous constatons que tous les travaux non appris peuvent se révéler dangereux pour tous les enfants qui les exercent. Il en est ainsi des meuniers qui sont menacés par la poussière et la farine ; des vendeurs ambulants qui, par ignorance du code de la route, sont exposés sans défense aux accidents de la route; des bonnes qui ont des viols et des grossesses comme menaces, du fait qu'elles ne savent pas comment se protéger contre la violence sexuelle et l'exploitation économique, etc. Ils ont donc tous besoin de protection.

Nous pensons que protéger les enfants contre les travaux dangereux consiste moins dans l'interdiction de ces métiers dangereux que dans le développement chez ces enfants des comportements responsables et dans le port des équipements de protection qui les mettraient à l'abri contre les dangers que présentent ces métiers. Ainsi se justifient la formation sur les métiers de survie, l'éducation sanitaire et l'éducation civique en termes de connaissance des droits et devoirs, sans oublier l'organisation des enfants et jeunes travailleurs pour développer ensemble des stratégies de protection et de défense de leurs droits.

Limiter cette intervention socio-économique aux enfants et jeunes travailleurs ne pourra pas favoriser suffisamment le développement, dans la mesure où les effets de la crise resteront intacts au niveau de la famille. Il s'avère indispensable d'accompagner les parents dans la lutte contre les causes de l'insuffisance des ressources dans la famille, en les aidant à renforcer et acquérir leurs compétences, grâce auxquelles ils vont transformer significativement les conditions de leur existence. Ce qui pose les bases du développement plus ou moins durable.

On a souvent noté que ce développement obtenu par l'intervention auprès des enfants et de leurs parents s'avère superficiel et limité pour être durable. Il restera fragile et éphémère si les efforts du pouvoir public ne venaient le parachever, en produisant des changements des conditions de vie à l'échelle provinciale ou nationale.

L'intervention sociale auprès des pouvoirs publics se présente donc comme étant le chapeau, la toiture sans laquelle tout le travail de la maçonnerie et de la charpenterie risque de donner



l'image d'une œuvre inachevée, qui laisse encore perceptible la crise et ses conséquences, tout en étant condamnée à s'écrouler dans peu de temps.

## **7. Stratégies d'intervention possibles**

Diverses stratégies de programmes peuvent être envisagées :

Dans beaucoup de cas, et pour presque tous les enfants travailleurs, les ressources générées par les activités exercées n'arrivent pas à couvrir suffisamment leurs besoins sociaux. Dans ce cas, l'effort portera avant tout sur l'identification des causes de l'écart entre les ressources attendues et celles réellement obtenues.

Les causes de l'insuffisance des ressources produites par le travail des enfants résident dans les facteurs que nous avons évoqués dans la rubrique « difficultés rencontrées par les enfants travailleurs dans l'exercice de leurs activités ». Ces facteurs concernent respectivement la production des biens ou des services, leur vente ainsi que la gestion et l'utilisation du fruit de tout ce travail.

On n'a pas suffisamment de ressources parce qu'on ne produit pas assez, quantitativement ou qualitativement. Cela renvoie à l'insuffisance de l'outil de production ou à celle relative à la connaissance des méthodes de production. Les mauvaises conditions de travail peuvent aussi sérieusement justifier les mauvaises performances dans le travail des enfants.

Si la production est suffisante, le problème pourrait résider dans les difficultés relatives à son écoulement. On ne vend pas assez son produit. Par conséquent, on ne pourra pas avoir suffisamment de ressources. Cette situation renvoie à la relation de l'enfant travailleur avec ses clients.

Dans le cas où l'enfant travaille pour le compte d'un patron, l'insuffisance des ressources gagnées relève d'une situation d'exploitation économique.

Il y a aussi des cas où l'on vend et gagne apparemment beaucoup d'argent, mais qui se révèle insuffisant face aux besoins à satisfaire. Cette situation revêt entre autre des aspects de gestion, en termes d'utilisation des ressources, par rapport aux besoins pour lesquels l'enfant avait décidé de travailler. **Ce travail d'identification facilitera la définition des axes d'intervention aussi bien que celle des objectifs éducatifs, qui, une fois atteints, pourront à leur tour faciliter l'élimination ou du moins la réduction des insuffisances par rapport à la production ou la vente.**

Les objectifs éducatifs sont un moyen auquel on doit recourir pour remédier aux insuffisances évoquées ci – haut. Ils visent donc le renforcement de l'enfant travailleur en terme d'acquisition d'outils de production et de vente des biens et des services, d'acquisition de nouvelles capacités d'organisation, de gestion ou de protection de son activité génératrice de revenus, en vue d'en accroître la productivité, sans oublier, dans tous les cas de figure, l'accroissement des connaissances de ses droits et des stratégies de promotion et de défense de ses droits.

L'appui aux enfants travailleurs se résume par «l'appui aux activités génératrices de revenus ». Il envisage donc deux orientations complémentaires : l'amélioration de leurs conditions de travail et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les activités pour atteindre ces objectifs seront définies dans le cadre de plusieurs projets qu'exécuteront les enfants avec leurs parents et les facilitateurs. Des projets de lutte contre l'insuffisance de l'outil de production, de formation sur les méthodes et techniques de production ou sur la protection sanitaire pourraient être élaborés et exécutés pour améliorer la quantité et la qualité de la production.

Des projets de formation sur la vente, le marketing, etc viendront chercher des réponses aux problèmes liés à cet aspect du travail des enfants. A travers eux, les enfants apprendront comment faire pour éviter les invendus et réaliser de bonnes recettes. Se faire des clients, garder sa clientèle et en augmenter sans cesse le nombre. La production et l'utilisation des outils de gestion peuvent aussi faire partie des résultats attendus des projets de formation à ce niveau.

Pour lutter contre l'exploitation économique des enfants par les adultes, des projets d'éducation civique amèneront les enfants à connaître leurs droits et à développer des stratégies qui les aideront à les promouvoir et les défendre. C'est dans ce cadre que se situent les activités diverses comme l'organisation d'ateliers sur les droits de l'enfant, sur les droits des enfants et jeunes travailleurs, l'auto - organisation des enfants dans les groupes de base et dans les associations qui se retrouvent dans le mouvement des enfants et jeunes travailleurs. La participation au défilé marquant la fête du travail et la signature des « contrats » régissant leurs relations professionnelles avec leurs patrons s'inscrit dans ce même cadre.

Il semble que le moyen le plus efficace de lutte contre l'exploitation économique des enfants travailleurs consiste en ce que ces derniers cessent de travailler. C'est un idéal que l'on n'atteint pas

en un jour. Il exige des alternatives, et a comme préalable que les parents soient capables de prendre correctement en charge les besoins de leurs enfants. C'est ici une des pistes de travail dans laquelle les projets d'appui aux parents d'enfants travailleurs pourraient déboucher sur le développement durable et le changement social.

Dans le chapitre traitant du travail des enfants, le programme ARC souligne qu' « *Il est rarement approprié de chercher à soustraire les enfants du travail à risque sans proposer des solutions de rechange.* Afin de limiter la possibilité que les interventions aient des conséquences négatives imprévues, les enfants qui travaillent et leurs familles devraient participer à l'élaboration des politiques et à la planification des activités concernant les questions de travail des enfants.

Comme l'ont fait remarquer des représentants des jeunes à la Conférence sur le Travail des enfants à Amsterdam en 1997, dans de nombreux cas, la première préoccupation doit être la régulation et non pas nécessairement l'abolition sauf pour les cas des formes les plus graves de travail de l'enfant. Si l'on empêche les enfants de travailler sans qu'aucune source de revenu de rechange sûre ne soit proposée pour eux-mêmes et leurs familles, ils pourraient se livrer à des activités moins visibles, mais plus dangereuses et ayant un caractère d'exploitation plus élevé. C'est ce qui s'est passé au Bangladesh où des mesures politiques ont fait disparaître un grand nombre d'enfant des usines de fabrication de vêtements mais où une enquête a révélé plus tard qu'aucun de ces enfants n'était retourné à l'école et qu'apparemment nombreux d'entre eux s'étaient tournés vers des formes de travail plus dangereuses et ayant un caractère d'exploitation plus élevé. Cet exemple met parfaitement en évidence la nécessité que toutes les données locales soient connues: les ONG locales ont donc un rôle important à jouer surtout si elles sont proches de la communauté protection légales telles que la mise à disposition de fiches d'enregistrement, la sensibilisation sur les droits des enfants et l'habilitation des enfants à affirmer leurs droits, les conseils en matière de droit. »

Dans la pratique, c'est par des alternatives suivantes que commence le travail avec ces enfants. Il s'agit notamment des projets visant l'amélioration des conditions de travail et l'autonomisation des enfants travailleurs. Les projets d'autonomisation des enfants et jeunes travailleurs consistent à les aider à devenir patrons d'eux – mêmes.

Ceux qui ne le peuvent pas pourraient au besoin avoir comme patrons d'autres enfants ou jeunes travailleurs qui ne les exploiteraient pas.

Appuyer cette quête d'autonomie est une tâche noble dans l'accompagnement des enfants et jeunes travailleurs. Ses résultats seraient plus importants et plus durables que ceux que l'on peut obtenir par la sensibilisation de la population et le plaidoyer auprès des patrons adultes qui n'écoutent que la logique économique : celle du profit.

Certains enfants travailleurs avaient exprimé le souhait de voir les structures d'appui aider leurs parents à créer ou renforcer leurs activités génératrices de revenus afin de diminuer les charges qui pèsent sur eux et qui font d'eux des enfants exploités par leurs propres familles. Il faut donc des projets d'appui aux familles des enfants travailleurs qui ont la chance de libérer parfois les enfants des contraintes de travail pour se consacrer uniquement aux activités socio – éducatives.

Il y a aussi des cas où l'on vend et gagne apparemment beaucoup d'argent, mais ce gain se révèle insuffisant face aux besoins à satisfaire. Si les taxes exorbitantes ne sont pas signalées, cette situation revêt entre autre des aspects de gestion, en termes d'utilisation adéquate des ressources, par rapport aux besoins pour lesquels l'enfant avait décidé de travailler. La formation sur la gestion partirait de l'inventaire des besoins à satisfaire et de leur coût. Ensuite, l'enfant ou le jeune travailleur apprendra à maintenir l'équilibre établi entre le coût des besoins et le gain que rapporte l'activité qu'il exerce. Nous revenons sur la production et l'utilisation adéquate des outils de gestion dont on a besoin pour toute la vie.

L'exemple d'enfants vivant de la fabrication de jouets peut nous permettre de bien illustrer nos propos. Cette acquisition ou amélioration d'outils avait dû passer par des actions de formation, des ateliers, des stages, des réunions, etc, sur les différents aspects dans lesquels ils accusaient des faiblesses. Cette formation avait eu pour effet d'améliorer leur équipement ainsi que leur organisation, d'accroître la quantité et la qualité de leur production et de leur vente. C'est ainsi que l'on peut passer d'une activité de survie à une activité de développement.

Nous pouvons nous résumer en disant que les objectifs du travail social auprès des enfants travailleurs doivent viser la satisfaction suffisante des besoins sociaux de ces derniers. Ce sont les besoins sociaux qui commandent les besoins économiques. Et ces derniers font appel aux besoins éducatifs des enfants travailleurs et définissent les domaines et les compétences à renforcer pour que chaque enfant travailleur améliore sa production économique, afin de mieux satisfaire ses besoins sociaux ; couvrir toutes ses charges. Cela exige donc un renforcement de la capacité de

production et de vente des biens et de services. Ce sont les deux groupes de besoins de base qui sous – tendent les besoins sociaux.

Quand nous situons le travail social auprès de ces enfants et jeunes, nous réalisons que celui – ci est une grande révolution. Il sort de la répression, s'élève au dessus de la charité et de l'assistance pour s'inscrire dans le cadre du véritable travail social participatif.

En effet, les EJT ne sont plus des pauvres malheureux que l'on prend totalement en charge ou que l'on protège et défend contre différentes violations de leurs droits. Ils sont positivement perçus comme des acteurs qui luttent et contribuent dignement, non seulement à la satisfaction de leurs besoins, mais aussi à la promotion et à la défense de leurs droits.

Nous distinguons ici trois axes dans le travail avec les enfants travailleurs :

- le premier axe concerne la promotion ou l'amélioration des métiers exercés par les EJT pour les aider à mieux se prendre en charge, sans oublier l'alphabétisation de ceux qui n'étudient plus ;
- le second axe concerne la protection des EJT contre les accidents et les maladies liés à l'exercice de leurs métiers. L'éducation sanitaire, le port de salopettes, de gants, de masques etc. pourraient aider les EJT. Des boîtes de secours faciliteraient leur accès aux soins d'urgence.
- le troisième axe, enfin, vise la promotion et la défense des droits des E.J.T. Il s'agira d'un programme d'éducation civique des E.J.T. et des adultes en vue de les amener à connaître leurs droits et leurs devoirs. Ainsi ils sauront jouir de leurs droits et les défendre, tout en s'acquittant convenablement de leurs devoirs dans la société.

Dans tous ces trois cas, on peut facilement trouver un dénominateur commun : c'est la lutte contre les pires formes et l'exploitation économique des enfants.

### **Bibliographie**

1. Louis Fèvre, **Le travail social**, Guide méthodologique, Chronique Sociale 7, rue du Plat – 69002 Lyon, mars 2001 283 p
2. Yves Hurtubise et Jean – Pierre Deslauriers, *Introduction au travail social ; méthodologie et pratiques nord – américaines ; chronique sociale 7*, rue du Plat – 69002 Lyon, juin 2003 255 p
3. Ouvrage collectif, *Voix des enfants d'Afrique*, travail, force et organisation des enfants et jeunes travailleurs, Dakar Enda –Editions, 1999. 148 pages
4. Ouvrage collectif, *enfants en recherche et en action, une alternative africaine d'animation urbaine ; Dakar, Enda-Editions, 1995. 250 pages*

5. Cristina De Robertis, méthodologie de l'intervention en travail social ; Bayard Edition, 3, rue Bayard, 75008 Paris, 1981 ; 318 p
6. Christian de MONTLIBERT, *Crise économique et conflits sociaux dans la Lorraine Sidérurgique*, Editions l'Harmattan 5-7, rue de l'Ecole –Polytechnique 75005 Paris 1989 207 p
7. Aline Binger & Mejed Hamzaoui, Vers de nouvelles pratiques participatives, Les politiques sociales-70<sup>e</sup> année – ISSN 0037 – 2641, - Av. Slegks 84, B – 1030 Bruxelles 115 p
8. Enda tiers monde, Les 12 droits du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs, fondement juridique, plate-forme revendicative ou instrument de développement ? Jeuda 104 ; Enda jeunesse-Action, Février 2000 ; 27 P
9. Fabio Dallape & Céline Gilbert, Les enfants face à la crise urbaine, Quelles alternatives pour l'avenir ? Cours de formation pour formateurs, Guide pour utilisateurs, Deuxième session Maputo (Mozambique) du 29 novembre au 16 décembre 1993 ; 95 p
10. Enda TM, Jeunesse-Action, Soutien aux Talibés/garibous, Quelques actions d'amélioration du système éducatif des écoles coraniques au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso, Jeuda 109 ; nda eunesse Dakar, Décembre 2003 ; 86 p
11. Andro Ewaro S. Impact de Microcrédit dans des familles des enfants réinsérés, Travail de fin de cycle, Centre Africain de Formation supérieure des Educateurs Sociaux ; Kinshasa, Année académique 2009-2010.